

RCS : CHAMBERY

Code greffe : 7301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CHAMBERY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 01159

Numéro SIREN : 528 029 705

Nom ou dénomination : 23

Ce dépôt a été enregistré le 13/09/2023 sous le numéro de dépôt 7916

23

**Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 Euros**  
**104 Grande Rue**  
**73700 BOURG SAINT MAURICE**  
**528 029 705 RCS CHAMBERY**

**ACTE SOUS SEING PRIVE EN DATE DU 6 JUILLET 2023**

**LES SOUSSIGNES :**

- Monsieur Martial DEBUT, né le 23 février 1972 à LE BLANC-MESNIL (93), demeurant 121 Avenue Antoine BORREL 73700 BOURG SAINT MAURICE,
- Madame Patricia DEBUT, née le 15 juillet 1973 à LE BLANC-MESNIL (93), demeurant 121 Avenue Antoine BORREL 73700 BOURG SAINT MAURICE,
- La société DEBUT FAMILY, société à responsabilité limitée au capital de 2.423.000 Euros, dont le siège social est sis 121 Avenue Antoine Borrel 7700 BOURG-SAINT-MAURICE, immatriculée au RCS de CHAMBERY, sous le numéro 954 084 075, représentée par Monsieur Martial DEBUT et Madame Patricia DEBUT,

Détenant ensemble l'intégralité du capital social et des droits de vote de la société **23** sus désignée (ci-après la « Société »),

Ont pris à l'unanimité, conformément aux dispositions légales et à l'article 14 des statuts de la Société, les décisions ci-après portant sur l'ordre du jour suivant :

- *Constat de la réalisation de l'apport de 850 parts sociales de la Société par Monsieur Martial DEBUT et Madame Patricia DEBUT à la société DEBUT FAMILY – Mise à jour corrélative des statuts – Suppression des stipulations statutaires transitoires ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

**PREMIERE DECISION**

*(Constat de la réalisation de l'apport de 850 parts sociales de la Société par Monsieur Martial DEBUT et Madame Patricia DEBUT à la société DEBUT FAMILY – Mise à jour corrélative des statuts – Suppression des stipulations statutaires transitoires)*

Les collectivités des associés, connaissance prise :

- du contrat d'apport de titres sous conditions suspensives conclu entre Monsieur Martial DEBUT, Madame Patricia DEBUT et la société DEBUT FAMILY, en date du 23 juin 2023,
- des statuts constitutifs de la société DEBUT FAMILY, bénéficiaire des apports,
- de l'immatriculation de la société DEBUT FAMILY le 5 juillet 2023,

constate la réalisation définitive de :



- 425 parts sociales de la Société portant les numéros 1 à 425 détenues par Monsieur Martial DEBUT ;
- 425 parts sociales de la Société portant les numéros 501 à 925 détenues par Madame Patricia DEBUT ;

À la société DEBUT FAMILY.

Les collectivités des associés décide en conséquence, à l'unanimité, de modifier comme suit les articles 6 et 8 des statuts :

#### « Article 6 – APPORTS

**6.1. Les associés effectuent les apports suivants :**

##### **Monsieur Martial DEBUT**

*La somme de CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR).*

*Laquelle somme a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la comptabilité de l'office notarial de Me FOISSOT DRANCOURT, notaire associée à GRENOBLE (Isère) 6 rue denfert Rochereau.*

*Cette somme sera retirée par le gérant de la société sur présentation du certificat du greffier du tribunal de Commerce de GRENOBLE attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.*

##### **Madame Patricia DEBUT**

*La somme de CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR).*

*Laquelle somme a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la comptabilité de l'office notarial de Me FOISSOT DRANCOURT, notaire associée à GRENOBLE (Isère) 6 rue denfert Rochereau.*

*Cette somme sera retirée par le gérant de la société sur présentation du certificat du greffier du tribunal de Commerce de GRENOBLE attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.*

*Si la société n'est pas constituée ou immatriculée plus de six mois après le premier dépôt de fonds, les associés ont la possibilité de retirer leur apport sous les conditions suivantes :*

- *L'autorisation individuelle de retrait est donnée par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête ;*
- *en cas de retrait par un mandataire commun des apporteurs, celui-ci doit justifier d'un pouvoir écrit.*

**6.2. Par acte sous seing privé en date du 23 juin 2023, il a été fait apport à la société DEBUT FAMILY de 850 parts sociales numérotées de 1 à 425 inclus et de 501 à 925 inclus, d'une part, par Monsieur Martial DEBUT à concurrence des 425 parts sociales numérotées de 1 à 425 qu'il détenait dans la Société et d'autre part, par Madame Patricia DEBUT à concurrence des 425 parts sociales numérotées de 501 à 925 qu'elle détenait dans la Société »**



**« Article 8- CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE (1.000) EUROS**.

Il est divisé en MILLE (1.000) parts sociales, numérotées de 1 à 1.000, chacune d'une valeur nominale de DIX (10) EUROS, entièrement souscrites, libérées en totalité et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- La société DEBUT FAMILY (954 084 075 RCS CHAMBERY)  
Huit Cent Cinquante parts, numérotées de 1 à 425 et 501 à 925, ci ..... 850 parts
- Monsieur Martial DEBUT  
Quatre Cent Cinquante parts, numérotées de 426 à 500, ci ..... 75 parts
- Madame Patricia DEBUT  
Quatre Cent Cinquante parts, numérotées de 926 à 1.000, ci ..... 75 parts

**Soit au total, Mille parts sociales, ci**

**1.000 parts »**

La collectivité des associés décide, à l'unanimité, par ailleurs, de supprimer les dispositions transitoires des statuts sociaux devenues désormais sans objet.


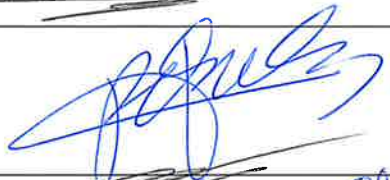

**DEUXIEME DECISION**

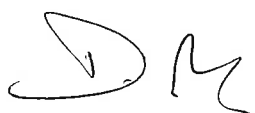
*(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)*

La collectivité des associés donne à l'unanimité tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

\*\*\*

Le présent acte sera mentionné sur le registre des délibérations tenu au siège social et un exemplaire original signé par tous les associés sera conservé dans les archives de la Société.

<b>Monsieur Martial DEBUT</b>	
<b>Madame Patricia DEBUT</b>	
<b>DEBUT FAMILY</b> Monsieur Martial DEBUT Madame Patricia DEBUT	



23  
Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 Euros  
104 Grande Rue  
73700 BOURG SAINT MAURICE  
528 029 705 RCS CHAMBERY

---

**STATUTS**

---

**MIS A JOUR PAR ACTE SOUS SEING PRIVE  
EN DATE DU 6 JUILLET 2023**

**Certifiés Conforme  
La gérance**

Two handwritten signatures in blue ink. The signature on the left is a dense, scribbled signature. The signature on the right is a more legible, stylized signature.

**23**  
**Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 Euros**  
**104 Grande Rue**  
**73700 BOURG SAINT MAURICE**  
**528 029 705 RCS CHAMBERY**

---

**STATUTS**

---

**MIS A JOUR PAR ACTE SOUS SEING PRIVE**  
**EN DATE DU 6 JUILLET 2023**

**Certifiés Conforme**  
**La gérance**

## STATUTS

**Titre I - Caractéristiques**  
**Titre II - Capital social**  
**Titre III - Parts sociales**  
**Titre IV - Administration**  
**Titre V - Comptes sociaux**  
**Titre VI - Dispositions diverses.**

### TITRE I - CARACTERISTIQUES

#### ARTICLE 1. FORME

La société à la forme d'une société à responsabilité limitée régie par les dispositions du livre II, titre I et titre II chapitre III du Code de commerce.

#### ARTICLE 2. OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

La création, l'acquisition la vente, l'organisation, l'exploitation soit directe soit indirecte, par baux avec ou sans promesse de vente, gérance intéressée ou non ou de toute autre manière, d'un fonds de commerce de BAR - RESTAURANT- VENTE DE PLATS ET BOISSONS A EMPORTER.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

#### ARTICLE 3. DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : **23**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

#### ARTICLE 4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **BOURG-SAINT-MAURICE (73700), 104 Grande Rue.**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective extraordinaire des associés.

## **ARTICLE 5. DURÉE**

La durée de la société est de QUATRE-VINGT DIX NEUF années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

## **TITRE II - CAPITAL SOCIAL**

### **ARTICLE 6. APPORTS**

**6.1.** Les associés effectuent les apports suivants :

#### **Monsieur Martial DEBUT**

La somme de CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la comptabilité de l'office notarial de Me FOISSOT DRANCOURT, notaire associée à GRENOBLE (Isère) 6 rue denfert Rochereau.

Cette somme sera retirée par le gérant de la société sur présentation du certificat du greffier du tribunal de Commerce de GRENOBLE attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

#### **Madame Patricia DEBUT**

.La somme de CINQ CENTS EUROS (500,00 EUR).

Laquelle somme a été déposée ce jour, conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la comptabilité de l'office notarial de Me FOISSOT DRANCOURT, notaire associée à GRENOBLE (Isère) 6 rue denfert Rochereau.

Cette somme sera retirée par le gérant de la société sur présentation du certificat du greffier du tribunal de Commerce de GRENOBLE attestant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Si la société n'est pas constituée ou immatriculée plus de six mois après le premier dépôt de fonds, les associés ont la possibilité de retirer leur apport sous les conditions suivantes :

- L'autorisation individuelle de retrait est donnée par le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête ;
- en cas de retrait par un mandataire commun des apporteurs, celui-ci doit justifier d'un pouvoir écrit.

**6.2.** Par acte sous seing privé en date du 23 juin 2023, il a été fait apport à la société DEBUT FAMILY de 850 parts sociales numérotées de 1 à 425 inclus et de 501 à 925 inclus, d'une part, par Monsieur Martial DEBUT à concurrence des 425 parts sociales numérotées de 1 à 425 qu'il détenait dans la Société et d'autre part, par Madame Patricia DEBUT à concurrence des 425 parts sociales numérotées de 501 à 925 qu'elle détenait dans la Société.

## **ARTICLE 7. INTERVENTIONS DES CONJOINTS DES APPORTEURS - ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL**

L'article 1832-2 est ci-après littéralement rapporté :

*« Un époux ne peut, sous la sanction prévue à l'article 1427, employer des biens communs pour faire un apport à une société ou acquérir des parts sociales non négociables sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte.*

*La qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.*

*La qualité d'associé est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui a notifié à la société son intention d'être personnellement associé. Lorsqu'il notifie son intention lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les clauses d'agrément prévues à cet effet par les statuts sont opposables au conjoint ; lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.*

*Les dispositions du présent article ne sont applicables que dans les sociétés dont les parts ne sont pas négociables et seulement jusqu'à la dissolution de la communauté. »*

A l'instant même interviennent et comparaissent :

1. Madame Patricia Ginette Rose **NAVARRO**, dirigeante de société, demeurant à BOURG-SAINT-MAURICE (73700), 104 Grande Rue,  
Née à LE BLANC-MESNIL (93150) le 15 juillet 1973,

Mariée avec Monsieur Martial DEBUT sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de AULNAY-SOUS-BOIS (93600), le 22 juin 1996.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Conjointe commune en biens de Monsieur Martial **DEBUT** apporteur, déclare avoir été préalablement informée du présent apport de biens communs à la société, conformément aux termes de l'article 1832-2 du Code civil, ne pas vouloir se voir attribuer la qualité d'associée pour la moitié des parts sociales reçues en rémunération dudit apport, mais consentir expressément à la réalisation de l'apport.

2. Monsieur Martial Xavier **DEBUT**, dirigeant de société, demeurant à BOURG-SAINT-MAURICE (73700), 104 Grande Rue,  
Né à LE BLANC-MESNIL (93150) le 23 février 1972,

Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de AULNAY-SOUS-BOIS (93600), le 22 juin 1996.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Conjoint commun en biens de Madame Patricia **NAVARRO** apporteur, déclare avoir été préalablement informé du présent apport de biens communs à la société, conformément aux termes de l'article 1832-2 du Code civil, ne pas vouloir se voir attribuer la qualité d'associé pour la moitié des parts sociales reçues en rémunération dudit apport, mais consentir expressément à la réalisation de l'apport.

## **ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE (1.000) EUROS**.

Il est divisé en MILLE (1.000) parts sociales, numérotées de 1 à 1.000, chacune d'une valeur nominale de DIX (10) EUROS, entièrement souscrites, libérées en totalité et attribuées aux associés dans les proportions suivantes :

- La société DEBUT FAMILY (954 084 075 RCS CHAMBERY)  
Huit Cent Cinquante parts, numérotées de 1 à 425 et 501 à 925, ci ..... 850 parts
- Monsieur Martial DEBUT  
Quatre Cent Cinquante parts, numérotées de 426 à 500, ci ..... 75 parts
- Madame Patricia DEBUT  
Quatre Cent Cinquante parts, numérotées de 926 à 1.000, ci ..... 75 parts

**Soit au total, Mille parts sociales, ci**

**1.000 parts**

## **ARTICLE 9. MODIFICATION DU CAPITAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés statuant dans les conditions exigées pour la modification des statuts. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des associés constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du ou des gérants.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

## **ARTICLE 10. COMPTES COURANTS**

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des associés prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

## TITRE III - PARTS SOCIALES

### ARTICLE 11. PARTS SOCIALES

**Titre de propriété :**

La propriété des parts sociales résulte seulement des statuts, des actes qui les modifient, des cessions et mutations ultérieures, qui seraient régulièrement consenties, constatées et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexée la liste mise à jour des associés, des gérants et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

**Droits attachés aux parts :**

Chaque part donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

**Droit de vote :**

Chaque part donne également droit de participer aux assemblées générales des associés et d'y voter.

En cas de démembrement de parts, le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

**Usufruit — nue-propriété :**

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

**Indivisibilité des parts :**

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sociales sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

### ARTICLE 12. CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS MUTATION ENTRE VIFS

**Opposabilité :**

Les mutations entre vifs sont constatées par acte authentique ou sous signatures privées. Elles deviennent opposables à la société soit après leur acceptation par un gérant dans un acte authentique soit par une signification faite à la société par acte d'Huissier de Justice.

**Domaine de l'agrément :**

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumis à l'agrément de la société.

**Cessions libres :**

Les cessions entre associés sont libres.

**Agrément :**

L'agrément est donné avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

**Procédure d'agrément :**

La procédure d'agrément est suivie dans les conditions prescrites par les articles L 223-13 et L 223-14 du Code de commerce.

La société, par décision collective extraordinaire des associés, peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, si elle préfère cette solution, racheter lesdites parts par voie de réduction de capital. Lorsque l'agrément est refusé et les parts rachetées par les associés, le cédant peut exercer son droit de reprise à tout moment en cas de désaccord sur le prix.

## **MUTATION PAR DECES**

En cas de décès d'un associé, ses ayants droit doivent justifier de leurs qualités et demander leur agrément, s'il y a lieu, selon ce qui est dit au chapitre « Mutation entre vifs » ci-dessus. Lorsque l'agrément a été refusé à l'ayant-droit, celui-ci a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

## **RECOURS A L'EXPERTISE**

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des parts sociales, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre de parts anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

## **TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ**

### **ARTICLE 13. GÉRANCE**

#### **Nomination :**

La gérance est assurée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées avec ou sans limitation de durée.

#### **Pouvoirs à l'égard des tiers :**

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés. La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

#### **Délégation de pouvoirs :**

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

#### **Sûretés :**

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

#### **Rémunération :**

Le gérant peut être rémunéré, les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des associés.

#### **Démission :**

Un gérant peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice social en cours. Sa démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice en cours.

#### **Révocation :**

Tout gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, à défaut d'obtenir une telle majorité il ne sera pas possible de procéder à une seconde consultation aux votes émis. Le gérant révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

#### **Décès du gérant unique :**

En cas de décès du gérant unique, un associé ou le commissaire aux comptes est autorisé à convoquer une assemblée générale pour désigner un nouveau gérant, le délai de convocation étant réduit à huit jours. Cette assemblée sera présidée par l'associé qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

#### **Conventions réglementées - convention interdites — conflits d'intérêts :**

### **- Conventions réglementées :**

Un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et l'un de ses gérants ou associés doit être présenté aux associés. L'assemblée statue sur ce rapport. Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé et que la convention est conclue avec celui-ci, il en est seulement fait mention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions de l'article L. 223-19 ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

### **- Conventions interdites :**

Il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

L'interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa précédent ainsi qu'à toute personne interposée.

### **- Conflits d'intérêts :**

Le Tribunal peut désigner un mandataire ad hoc pour représenter la société, lorsqu'il existe un conflit d'intérêt entre celle-ci et ses représentants légaux.

## **ARTICLE 14. DÉCISIONS COLLECTIVES**

### **Assemblée - Consultation écrite - décision si associé unique :**

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois les associés peuvent valablement prendre une décision à l'unanimité dans un acte dans la mesure où ils y sont tous présents ou dûment représentés, à l'exception des décisions concernant les comptes annuels.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions, dans ce dernier cas si la convocation en est demandée par un ou plusieurs associés dans les cas prévus par la loi.

Au cas où le nombre des associés serait réduit à un, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés sous forme de décisions unilatérales.

### **Droit de convocation :**

Les assemblées sont convoquées par la gérance. En cas de pluralité de gérants, le droit de convocation appartient à chacun d'eux sans que les autres gérants puissent faire opposition.

A défaut, les assemblées sont convoquées par le commissaire aux comptes lorsqu'il en existe un. En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée. Tout associé peut, également, obtenir par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

**Mode de convocation :**

Les convocations sont adressées aux associés quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.<sup>9</sup>

**Lieu de convocation :**

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par la gérance.

**Droit de communication - délai :**

Quinze jours au moins avant la date de la réunion de l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés par lettre recommandée avec avis de réception à chaque associé : le texte des résolutions proposées, le rapport du ou des gérants, le cas échéant celui du commissaire aux comptes.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des associés au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

**Représentation :**

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les parts sont frappées de saisie-attribution ou sont données en nantissement, le débiteur reste associé.

Les représentants légaux d'associés juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Les sociétés et autres personnes morales associées sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

**Procès-verbaux :**

Les procès-verbaux des assemblées doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le ou les gérants et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul gérant ou éventuellement les liquidateurs.

**Décisions extraordinaires :**

Les décisions extraordinaires sont celles qui emportent ou entraînent, directement ou indirectement, modification des statuts.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions extraordinaires sont adoptées par des associés représentant les deux tiers au moins des parts sociales.

Par dérogation, il est rappelé que le gérant peut mettre les statuts en conformité avec la loi et les règlements sous réserve d'une ratification par une décision des associés représentant les deux tiers au moins du capital social.

Le quorum est fixé sur première convocation au quart des parts et sur deuxième convocation au cinquième des parts.

**Décisions ordinaires :**

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans la définition donnée ci-dessus des décisions extraordinaires. Ce sont notamment celles portant sur l'approbation des comptes annuels, l'affectation des bénéfices, la nomination et la révocation du ou des gérants, sur l'approbation de tous actes de la gérance qui n'entrent pas dans la définition de ses pouvoirs internes.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être obligatoirement réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice en vertu de l'article L 223-26 du Code de commerce.

Sous réserve d'autres conditions impératives définies dans les présents statuts ou par la loi, les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas atteinte à la première consultation, les associés sont réunis et consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

**Démembrement des parts :**

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement — usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part — le droit de vote appartient à l'usufruitier, savoir :

**1— En matière d'assemblées générales ordinaires :**

Le droit de vote de l'usufruitier portera sur :

- L'approbation des comptes ;
- L'affectation et la répartition des résultats.

Pour toutes ces décisions, le nu-propriétaire devra être également convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

**II — En matière d'assemblées générales extraordinaires :**

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra également convoqué.

En cas de transmission des titres dans le cadre des dispositions de l'article 78713 du Code général des impôts avec réserve d'usufruit, et par dérogation avec ce qui vient d'être indiqué ci-dessus, les droits de vote de l'usufruitier seront alors limités aux seules décisions concernant l'affectation des bénéfices.

## **TITRE V - COMPTES SOCIAUX**

### **ARTICLE 15. EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le PREMIER JUIN de chaque année et se termine le TRENTE ET UN MAI de l'année suivante.

### **ARTICLE 16. COMPTES SOCIAUX**

Les comptes sociaux sont établis conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établit le rapport de gestion.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, le cas échéant, après rapport du commissaire aux comptes.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des associés, la société est tenue de déposer en double exemplaire, au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexés au registre du commerce et des sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-22 du Code de commerce.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai. Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende.

La loi du 2 août 2005 dispense l'associé unique et seul gérant d'approuver expressément les comptes, le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce valant approbation. Dans ce cas, le récépissé de dépôt des comptes délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce sera porté au registre des délibérations dans les mêmes conditions qu'une décision d'approbation des comptes.

## **TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 17. COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **Nomination :**

Dès constatation de la réunion de deux au moins des trois critères définis à l'article L 223-35, deuxième alinéa, du Code de commerce, l'associé unique ou l'assemblée des associés selon le cas doit désigner au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant pour six exercices.

L'article 223-35, dans son deuxième alinéa, dispose : « *Sont tenues de désigner un commissaire aux comptes au moins les sociétés à responsabilité limitée qui dépassent à la clôture d'un exercice social des chiffres fixés par décret en Conseil d'État pour deux des critères suivants : le total de leur bilan, le montant hors taxes de leur chiffre d'affaires ou le nombre moyen de leurs salariés au cours d'un exercice.* »

La société n'est plus tenue de désigner un commissaire aux comptes dès qu'elle n'a pas dépassé les chiffres fixés pour deux des trois critères pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire en exercice.

Une société à responsabilité limitée, tenue en vertu de l'article 223-35 sus-visé de désigner un commissaire aux comptes, et dont les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été

régulièrement approuvés par les associés, peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nouvelles.

Même lorsqu'elle n'est pas obligatoire, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Les décisions prises à défaut de désignation régulière de commissaires aux comptes ou sur le rapport de commissaires nommés ou demeurés en fonction contrairement aux dispositions légales, sont nulles. L'action en nullité est éteinte si ces délibérations sont expressément confirmées par une décision prise sur le rapport de commissaires régulièrement désignés.

**Mission :**

Les commissaires aux comptes exercent la mission et jouissent des prérogatives définies par l'article L 223-39 du Code de commerce.

Pour faciliter la mission du ou des commissaires et assurer l'information suffisante du ou des associés, les comptes annuels, le rapport de gestion sont tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires, un mois avant la convocation de l'assemblée annuelle.

**Révocation :**

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci par décision de Justice à la demande de la gérance, de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

## **ARTICLE 18. DISSOLUTION - LIQUIDATION**

**Dissolution :**

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée, comme encore au terme du délai d'un an au cours duquel le nombre des associés serait supérieur à cent si, dans le même délai, une régularisation n'est pas intervenue dans les conditions précisées à l'article L 223-3 du Code de commerce.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des associés peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société lorsque les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit parce que le gérant ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des associés visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit que les associés n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit encore à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 223-42 du Code de commerce ;

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses associés ou par la révocation d'un gérant qu'il soit associé ou non.

**Liquidation :**

A l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le ou les gérants alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux articles L 237-1 et suivants du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux associés du montant nominal libéré et non amorti de leurs parts sociales, est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts qu'ils

détiennent, et la part de l'associé qui n'a apporté que son industrie est égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique s'il s'agit d'une personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Si l'associé unique est une personne physique, il y aura lieu de procéder à la liquidation.

#### **ARTICLE 19 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les associés et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du Tribunal de Commerce compétent du lieu du siège social.